

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 1

portant modification de la Convention pour l'unification de certains règles
relatives au transport aérien international
Ginebra Addenda del 12 octubre 1929

ADDITIONAL PROTOCOL No. 1

To Amend the Convention for the Unification of Certain Rules
Relating to International Carriage by Air
Signed At Warsaw on 12 October 1929

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ № 1

об изменении конвенции для унификации
некоторых правил, касающихся
международных воздушных перевозок,
подписанной в Варшаве
12 октября 1929 года

PROTOCOLO ADICIONAL N.º 1

que modifica el Convenio para la unificación de ciertas reglas
relativas al transporte aéreo internacional
Cerrado en Ginebra el 12 de octubre de 1929



PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 1

protocole additionnel à la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929

LES SIGNIFICATAIRES SUIVANTS

CONFÉDÉRATION aéro-navale française à l'Assemblée pour l'aérien
ainsi qu'un certain nombre d'États qui ont adhéré à l'Assemblée
le 12 octobre 1929.

ONT PARTICIPÉ À SA RÉDACTION

ÉTATS PRÉSENTS

ADHÉRENTS À LA CONVENTION

Article premier

La Convention est les dispositions du présent chapitre modifiées
et la Convention de Varsovie de 1929.

Article 2

L'article 22 de la Convention est abrogé et remplacé par les
dispositions suivantes :

"Article 22

1. Dans le transport de personnes, la responsabilité du transporteur
sera chaque voyage en limite à la somme de 5,000 francs de
Tangé aéroport. Dans le cas où, après le dit voyage, le
transporteur est tenu de payer une somme d'indemnité de dommages
pour un voyage autre voyage. Toutefois, par une convention spéciale entre
le transporteur, le voyageur pourra être tenu de la responsabilité
plus élevée.

2. Dans le transport de bagages enregistrés et de marchandises, la
responsabilité du transporteur est limitée à la somme de 17 francs de
Tangé aéroport de kilogramme, quel qu'il soit, par colis, à moins que
le transporteur ne prouve qu'il n'est pas le propriétaire de ces
marchandises et qu'il n'est pas le destinataire d'une telle responsabilité
déchirée. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à
concurrence de la somme indiquée, à moins qu'il ne prouve qu'il est
appartenir à l'État ou à l'exploitant de la machine.

3. En ce qui concerne les objets dont le voyageur est tenu de payer jusqu'à
concurrence de la somme indiquée à l'article 22, la responsabilité du transporteur est limitée à 332 francs de Tangé
aéroport par colis.

4. Les sommes indiquées en francs de Tangé aéroport dans le présent
article sont convertibles en la monnaie du Droit de Tangé aéroport

tel que défini par le Fonds monétaire international. La conversion de
ces sommes en monnaies nationales s'effectuera en cas d'incertitude
judiciaire selon la valeur de ces monnaies en Droit de Tangé aéroport
à la date du jugement. La valeur, en Droit de Tangé aéroport, d'une
monnaie nationale d'une Haute-Prix Constitution qui n'est membre du
Fonds monétaire international est calculée selon la cote de l'Oréal,
sans application par le Fonds en la date du
jugement pour les parties étrangères et associées. La valeur, en
Droit de Tangé aéroport, d'une monnaie nationale d'une Haute-Prix
Constitution qui n'est pas membre du Fonds monétaire international,
est calculée de la façon décrite par cette Haute-Prix Constitution.

Toutefois, les États qui ne sont pas membres du Fonds monétaire
international et dont la législation ne permet pas d'appliquer les
dispositions des alinéas 1, 2 et 3 de l'article 22, peuvent au moment de
la ratification ou de l'adhésion, ou à tout moment par la suite, déclarer
que le limite de responsabilité du transporteur est fixée, dans les
procédures judiciaires sur leur territoire, à la somme de 175,000 unités
monétaires par passager ou ce qui équivaut à l'alinéa 1 de l'article 22, 250
unités monétaires par kilogramme ou ce qui équivaut à l'alinéa 2 de
l'article 22, 5,000 unités monétaires par passager ou ce qui équivaut
à l'alinéa 3 de l'article 22. Cette unité monétaire correspond à soixante-
dix milligrammes et demi d'or au titre de neuf cent milligrammes de fin.
Ces sommes peuvent être converties dans la monnaie nationale
concernée en chiffres ronds. La conversion de cette somme en monnaie
nationale s'effectuera conformément à la législation de l'État en cause."

CHAPITRE II

ÉTATS PARTICIPANTS À LA CONVENTION GÉNÉRALE

Article 3

La Convention amendée par le présent Protocole s'applique au
transport international défini à l'article premier de la Convention

lorsque les points de départ et de destination sont situés soit sur le territoire de deux Etats parties au présent Protocole, soit sur le territoire d'un seul Etat partie au présent Protocole si une escale est prévue sur le territoire d'un autre Etat.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PROTOCOLAIRES

Article IV

Entre les Parties au présent Protocole, la Convention et le Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument et seront dénommés *Convention de Varsovie amendée par le Protocole additionnel n° 1 de Montréal de 1975*.

Article V

Jusqu'à sa date d'entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article VII, le présent Protocole restera ouvert à la signature de tous les Etats.

Article VI

1. Le présent Protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires.
2. La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par le présent Protocole.
3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République populaire de Pologne.

Article VII

1. Lorsque le présent Protocole aura réuni les ratifications de trente Etats signataires, il entrera en vigueur entre ces Etats le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du trentième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifiera par la suite, il entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.
2. Dès son entrée en vigueur, le présent Protocole sera enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement de la République populaire de Pologne.

Article VIII

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire.
2. L'adhésion au présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par le présent Protocole.

3. L'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République populaire de Pologne et produira ses effets le quatre-vingt-dixième jour après ce dépôt.

Article IX

1. Toute partie au présent Protocole pourra le dénoncer par une notification faite au Gouvernement de la République populaire de Pologne.
2. La dénonciation produira ses effets six mois après la date de réception par le Gouvernement de la République populaire de Pologne de la notification de dénonciation.
3. Entre les Parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention par l'une d'elles en vertu de l'article 39 ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la Convention amendée par le présent Protocole.

Article X

Il ne sera admise aucune réserve au présent Protocole.

Article XI

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne informera rapidement tous les Etats parties à la Convention de Varsovie ou à ladite Convention telle qu'amendée, tous les Etats qui signeront le présent Protocole ou y adhéreront, ainsi que l'Organisation de l'Aviation civile internationale, de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ainsi que de tous autres renseignements utiles.

Article XII

Entre les Parties au présent Protocole qui sont également Parties à la Convention complémentaire à la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signée à Guadalajara le 18 septembre 1961 (ci-après dénommée "Convention de Guadalajara"), toute référence à la "Convention de Varsovie" contenue dans la Convention de Guadalajara s'applique à la *Convention de Varsovie amendée par le Protocole additionnel n° 1 de Montréal de 1975*, dans les cas où le transport effectué en vertu du contrat mentionné au paragraphe b) de l'article premier de la Convention de Guadalajara est régi par le présent Protocole.

Article XIII

Le présent Protocole restera ouvert à la signature au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale jusqu'au 1er janvier 1976, puis, jusqu'à son entrée en vigueur en vertu de l'article VII, au Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement de la République populaire de Pologne. L'Organisation de l'Aviation civile internationale informera rapidement le Gouvernement de la République populaire de Pologne de toute signature et de la date de celle-ci pendant la période au cours de laquelle le Protocole sera ouvert à la signature au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

DE 1914 À 1939 les Dictionnaires de noms, titres, etc., ont
été le travail principal.

TAIT à Montréal le vingt-cinqième jour du mois de septembre de l'année
1975 en quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, espagnole,
portugaise et russe. En cas de divergence, le texte en langue française l'emporte dans
l'ordre de la Convention de Vienne du 12 octobre 1979 avec cet ordre. Les fol.

ADDITIONAL PROTOCOL No. 1

to Amend the Convention
for the Unification of Certain Rules
Relating to
International Carriage by Air
Signed at Warsaw
on 27 October 1929

THE GOVERNMENTS CONTRACTING

CONSIDERING that it is desirable to amend the CONVENTION for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air, signed at Warsaw on 27 October 1929;

HAVE AGREED as follows:

CHAPTER I

AMENDMENTS TO THE CONVENTION

Article I

The Convention which the provisions of the present Chapter modify under the Warsaw Convention, 1929,

Article II

Article II of the Convention shall be amended and replaced by the following:

Paragraph 1

1. In the carriage of passengers the liability of the carrier for each passenger is limited to the sum of 10,000 Special Drawing Rights. Where, in accordance with the law of the court seized of the case, damages may be awarded in the form of periodic payments, the equivalent capital value of the said payments shall not exceed this limit. Nevertheless, by special contract, the carrier and the passenger may agree to a higher limit of liability.

2. In the carriage of registered luggage and of cargo, the liability of the carrier is limited to a sum of 8,330 Special Drawing Rights per kilogramme, unless the consignee has made, at the time when the package was received, a written declaration of interest in delivery at destination and has paid a supplementary sum of 1.665 SDRs. In that case the carrier will be liable to pay a sum not exceeding the declared sum, which he proves that this sum is greater than the actual value at delivery at destination.

3. As regards objects of which the passenger takes charge himself the liability of the carrier is limited to 232 Special Drawing Rights per kilogramme.

4. The sums mentioned in terms of the Special Drawing Right in this Article shall be deemed to refer to one Special Drawing Right as defined

by the International Monetary Fund. Conversion of the sums into national currencies shall, in case of judicial proceedings, be made according to the value of such currencies in terms of the Special Drawing Right at the date of the judgment. The value of a national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a High Contracting Party which is a Member of the International Monetary Fund, shall be calculated in accordance with the method of valuation applied by the International Monetary Fund, in effect at the date of the judgment, for its operations and transactions. The value of a national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a High Contracting Party which is not a Member of the International Monetary Fund, shall be calculated in a manner determined by that High Contracting Party.

Nevertheless, those States which are not Members of the International Monetary Fund and whose law does not permit the application of the provisions of paragraphs 1, 2 and 3 of Article II may, at the time of ratification, deposit any time thereafter a declaration that the limit of liability of the carrier in judicial proceedings in their countries is fixed at a sum of 125,000 monetary units per passenger with respect to paragraph 1 of Article II, 250 monetary units per kilogramme with respect to paragraph 2 of Article II, and 5,000 monetary units per passenger with respect to paragraph 3 of Article II. The monetary unit corresponds to any one and a half milligrammes of gold 900 parts by weight, 100 parts by weight of silver, and 100 parts by weight of copper. The sum of 125,000 monetary units of the State concerned.

CHAPTER II

FIELD OF APPLICATION OF THE CONVENTION AS AMENDED

Article III

The Warsaw Convention as amended by this Protocol shall apply to international carriage as defined in Article I of the Convention, provided that the place of departure and destination referred to in that Article are situated either in the territories of two Parties to this

Protocol, or within the territory of a single Party to the Protocol with an agreed meeting place in the territory of another State.

Article 60

Article 61

Article 62

As between the Parties to this Protocol, the Convention and the Protocol shall be read and interpreted together as one single instrument and shall be known as the Warsaw Convention as amended by Additional Protocol No. 1 of Montreal, 1975.

Article 63

Until the date on which this Protocol comes into force in accordance with the provisions of Article VII it shall remain open for signature by all States.

Article 64

1. This Protocol shall be subject to ratification by the signatory States.
2. Ratification of this Protocol by any State which is not a Party to the Warsaw Convention shall have the effect of accession to the Convention as amended by this Protocol.
3. The instruments of ratification shall be deposited with the Government of the Polish People's Republic.

Article 65

1. As soon as thirty signatory States have deposited their instruments of ratification of this Protocol, it shall come into force between them on the thirtieth day after the deposit of the thirtieth instrument of ratification. It shall come into force for each State ratifying thereafter on the thirtieth day after the deposit of its instrument of ratification.
2. As soon as this Protocol comes into force it shall be registered with the United Nations by the Government of the Polish People's Republic.

Article 66

1. This Protocol shall be open for signature until 31 March 1976 by any non-signatory State.
2. Accession to this Protocol by any State which is not a Party to the Convention shall have the effect of accession to the Convention as amended by this Protocol.
3. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Government of the Polish People's Republic which shall take effect on the thirtieth day after the deposit.

Article 67

1. This Treaty or this Protocol may be amended by the Parties to the Convention referred to in the Government of the Polish People's Republic.
2. The Convention shall not be amended or modified in whole or in part by the Government of the Polish People's Republic or the Government of the United States of America.
3. As between the Parties to this Protocol, amendment by any of them of the Convention in accordance with Article 39 thereof shall not be considered in any way as a denunciation of the Convention as amended by this Protocol.

Article 68

The instruments may be drawn in duplicate.

Article 69

The Government of the Polish People's Republic shall promptly inform all States Parties to the Warsaw Convention or of that Convention as amended, all signatory or acceding States to the present Protocol, as well as the International Civil Aviation Organization, of the date of each signature, the date of deposit of each instrument of ratification or accession, the date of coming into force of this Protocol, and other relevant information.

Article 70

In witness whereof the undersigned plenipotentiaries, duly authorized by the Government of the Polish People's Republic, have signed this Protocol in the name of the Government of the Polish People's Republic, and the undersigned plenipotentiaries, duly authorized by the Government of the United States of America, have signed this Protocol in the name of the Government of the United States of America, on 12 September 1961 (hereinafter referred to as the "Qualifying Convention") and reference to the "Warsaw Convention" mentioned in the Qualifying Convention shall include reference to the Warsaw Convention as amended by Additional Protocol No. 1 of Montreal, 1975. It shall follow the original copies of the agreement referred to in Article I, paragraph 1 of the Qualifying Convention as governed by this Protocol.

Article 71

This Protocol shall remain open for signature until 1 January 1976 in the Headquarters of the International Civil Aviation Organization and thereafter until it comes into force in accordance with Article VII of the Treaty for the Establishment of the Polish People's Republic. The International Civil Aviation Organization shall promptly inform the Government of the Polish People's Republic of any signature and the date thereof during the time that the Protocol shall be open for signature. The instruments of the International Civil Aviation Organization shall be deposited with the Government of the Polish People's Republic.

IN HISSEIN ZEINER the indigenous representation, having been fully
submitted, was used the Period.

1898 2: Muzart on the twenty-Gth day of the month of September of
the year One Thousand Nine Hundred and Seventy-five in four authentic texts in
the English, French, German and Spanish languages. In the case of any incon-
sistency, the text in the French language, in which language the Warsaw Convention
of 12 October 1929 was drawn up, shall prevail.

ПРОЦЕДУРА ПЕРЕВОЗА Пассажиры и багаж

об изменениях Конвенции
для унификации некоторых правил,
относящихся
к международным воздушным перевозкам,
подписанной в Варшаве
12 октября 1929 года

КОМПЕТЕНТАМ НАЦИОНАЛЬНЫМ ПРАВИТЕЛЬСТВАМ,

СЧИСЛЯЯ желательным изменить Конвенцию для унификации
известных правил, касающихся международных воздушных перевозок,
подписанную в Варшаве 12 октября 1929 года,

СОСТАВИЛИ СЛЕДУЮЩИЕ:

ГЛАВА I

СОСТАВ И КОМПЕТЕНЦИЯ

Статья 1

Конвенция, которая изменяется положениями настоящей Главы,
называется Варшавской конвенцией 1929 года.

Статья 11

Статья 22 Конвенции изменяется в соответствии со следующим:

*Статья 22

1. При перевозке пассажиров ответственность перевозчика в отноше-
нии каждого пассажира ограничивается суммой в 200 единиц "специального
права занизмозонания". В случае, если согласно закону суда, в котором
разрешается дело, ответственность может быть ограничена в виде периодиче-
ских платежей, капитализированных сумма этих платежей не может превышать
указанного предела. Однако по особому соглашению перевозчика с пассажи-
ром может быть установлен и более высокий предел ответственности.

2. При перевозке зарегистрированного багажа и груза ответственность
перевозчика ограничивается суммой в 17 единиц "специального
права занизмозонания" за килограмм, за исключением случаев, когда отпра-
вление сделано в момент передачи месту перевозчику особым заявлением о
занизмозонании в доставке ~~или в дополнительном сборе, если это
особое~~. В этом случае перевозчик обязан уплатить сумму, за которую
отпущено груза, если только он не докажет, что она превышает
занизмозонание занизмозонания отправления в доставке.

3. В отношении предметов, установленных контрактом при грузе, ответ-
ственность перевозчика ограничивается суммой в 552 единицы "специального
права занизмозонания" за килограмм.

4. Суммы, указанные в единицах "специального права занизмозонания"
в настоящей Статье, рассматриваются как относящиеся к единице "специ-
ального права занизмозонания", как она определена Международным валютным
фондом. Перевод этих сумм в национальные валюты в случае судебных разба-
рательств производится в соответствии со стоимостью таких валют в едини-

3. Ратификационные грамоты будут сдаваться на хранение Правительству Польской Народной Республики.

Статья VIII

1. После того, как тридцать государств, подписавших настоящий Протокол, вступят во вступление в силу ратификационных грамоты, он вступит в силу между теми из тридцати государств, которые вступят в силу для каждого государства, ратифицировавшего его позднее, на двенадцатый день после сдачи на хранение ратификационной грамоты данного государства.

2. После вступления в силу настоящего Протокола он будет зарегистрирован в Организации Объединенных Наций Правительством Польской Народной Республики.

Статья VIII

1. После вступления в силу настоящего Протокола он будет открыт для присоединения любого не подписавшего его государства.

2. Присоединение к настоящему Протоколу любого государства, не подписавшего Статусной Конвенции, будет означать присоединение к Конвенции, с той же целью, что и с ней.

3. Декларация о присоединении будет сдаваться на хранение Правительству Польской Народной Республики и войдет в действие на двенадцатый день после сдачи на хранение.

Статья IX

1. Любая Сторона настоящего Протокола может денонсировать его путем уведомления Правительства Польской Народной Республики.

2. Денонсация войдет в действие через шесть месяцев после даты получения Правительством Польской Народной Республики уведомления о денонсации.

3. Любая Сторона настоящего Протокола денонсируя Конвенцию одной из них в соответствии со статьей 39 данной Конвенции не должна толковаться как денонсируя Конвенцию, являющуюся частью настоящего Протокола.

Статья X

В настоящем Протоколе не может быть одного и того же агента.

Статья XI

Правительство Польской Народной Республики немедленно информирует все государства - Стороны Варшавской Конвенции, или этой Конвенции, о вступлении в силу настоящего Протокола или присоединении к нему, а также исключительном организационном влиянии о деле ведения переговоров, для этого на основании ратификационной грамоты или документа о присоединении, дату вступления в силу настоящего Протокола и сообщает все прочие соответствующие сведения.

Статья XII

Между Сторонами настоящего Протокола, который также является Сторонами Конвенции, дополнительной к Варшавской конвенции для унификации некоторых правил, касающихся международных воздушных перевозок, осуществляемых лицами, не являющимися перевозчиками по договору, подписанной в Вашингтоне 28 сентября 1961 года (в дальнейшем именуемой "Гвадалупарской конвенцией"), любой Стороны не "Варшавские конвенции", содержащиеся в Государственном архиве, будут относиться к Варшавской

конвенции, измененной Дополнительным протоколом № I, совершенным в Монреале в 1975 году, в случаях, когда перевозка, осуществляемая в соответствии с договором, упомянутым в пункте б) Статьи I Гвадалахарской конвенции, регулируется настоящим Протоколом.

Статья XIII

Настоящий Протокол останется открытым для подписания до 1 января 1976 года в штаб-квартире Международной организации гражданской авиации и после этого, до его вступления в силу в соответствии со Статьей VII, в Министерстве иностранных дел Польской Народной Республики. Международная организация гражданской авиации незамедлительно информирует Правительство Польской Народной Республики о любом подписании и дате подписания в течение периода, на протяжении которого Протокол будет открыт для подписания в штаб-квартире Международной организации гражданской авиации.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся должным образом уполномоченные Представители подписали настоящий Протокол.

СОВЕРШЕНО В МОНРЕАЛЕ двадцать пятого дня сентября месяца одна тысяча девятьсот семьдесят пятого года на русском, английском, испанском и французском языках, причем все четыре текста являются аутентичными. В случае каких-либо разногласий текста, составленный на французском языке, на котором составлена Варшавская конвенция от 12 октября 1929 года, считается основным.

PROTOCOLO ADICIONAL N.º 1

que modifica el Convenio
para el transporte de mercancías
especiales
transportadas internacionalmente
Creado en Viena
el 23 de octubre de 1978

LOS GOBIERNOS FIRMANTES,

CONCORDANDO con los tratados concluidos al Convenio para el transporte
internacional de mercancías especiales, Creado en Viena el 22
de octubre de 1978,

HAZ CONVENIDO lo siguiente:

CAPÍTULO I

MODIFICACIONES AL CONVENIO

Artículo 1

El Protocolo que los Gobiernos del presente Capítulo concluyeron
en el Convenio de Viena de 1978,

Artículo 2

Se aplica el artículo 22 del Convenio, a saber por el momento:

Parágrafo 22

1. En el transporte de persona, la responsabilidad del transportista que consiste a más respecto al bulto en la suma de 17 000 Derechos Especiales de Giro. En el caso de que, por arreglo a lo que el Tribunal que juzga del asunto, la indemnización pueda ser fijada en favor de esta, el capital de la suma se podrá adeudar con interés. Sin embargo, por convenio especial con el transportista, el pasajero podrá tener un límite de responsabilidad más elevado.

2. En el transporte de equipaje forrado y de mascotas, la responsabilidad del transportista se limita a la suma de 17 Derechos Especiales de Giro por kilogramo, salvo declaración especial de valor hecha por el expedidor en el momento de la entrega del bulto al transportista y mediante el pago de una tasa suplementaria, si hay lugar a ello. En este caso, el transportista estará obligado a pagar hasta el importe de la suma declarada, a menos que pruebe que éste es superior al valor real en el momento de la entrega.

3. En lo que concierne a los objetos cuyo contenido consiste en pasajes, la responsabilidad del transportista se limita a 152 Derechos Especiales de Giro por pasajero.

4. Las sumas expresadas en Derechos Especiales de Giro mencionadas en este artículo se convierten de acuerdo con el artículo 2 del Convenio de Viena de 1978.

Giro definido por el Fondo Monetario Internacional. La conversión de la suma en las monedas nacionales, en el caso de situaciones judiciales, se hará de acuerdo con el valor de dichas monedas en Derechos Especiales de Giro en la fecha de la sentencia. El valor en Derechos Especiales de Giro de la moneda nacional de una Alta Parte Contratante que sea miembro del Fondo Monetario Internacional, se aplicará de conformidad con el artículo de referencia aplicado por el Fondo Monetario Internacional para esa moneda y automáticamente por las de 1988 en la fecha de la sentencia. El caso, en Derechos Especiales de Giro, de la moneda nacional de

Cuando sea un miembro del Fondo Monetario Internacional, se calculará de la manera determinada por dicha Alta Parte Contratante.

Los artículos, los párrafos, que se son capítulos del Fondo Monetario Internacional o que incluyen no serán aplicables las modificaciones de los párrafos 1, 2 y 3 del artículo 22, por lo demás, en el momento de la ratificación, de la adhesión o posteriormente, que el límite de responsabilidad del transportista, en los procedimientos judiciales expresados en el presente, se fija en la suma de 17 000 unidades

17 140	110	100	140
		por	140

de unidades. (Protocolo 22). Para cualquier moneda nacional en moneda y como obligaciones o acciones de una parte de los transportistas diferentes. Esta suma podrá convertirse en la moneda nacional en otras monedas. La conversión de las sumas expresadas en unidades se efectuará de acuerdo con lo que se establece en el artículo 2.

CAPÍTULO II

LISTADO DE PARTICIPANTES DEL CONVENIO MODIFICADO

Artículo 10

El Convenio de Viena, modificado por el presente Protocolo, se aplicará al transporte internacional de bultos en el artículo 1 del

Concedo, a las partes de paz y de diálogo mencionadas en su artículo se encuentran en el territorio de las Partes del presente Protocolo y es el territorio de una sola Parte, a fin de una única prueba ~~de~~ cualquier otro Estado.

ARTÍCULO III DENEGACIÓN DE ASILLO

Artículo III

Las Partes del presente Protocolo, el Convenio y el Protocolo se abstendrán e interpretarán como un solo instrumento con el fin de no ser el nombre de Convenio de manera modificada por el Protocolo a dicho Convenio. (1 de febrero de 1975)

Artículo IV

Este es el texto del que se trata en el artículo VII de la Declaración de los artículos VII del presente Protocolo permanecerá abierto a la firma de todos los Estados.

Artículo V

1. El presente Protocolo se someterá a la ratificación de los Estados interesados.
2. La ratificación de ~~este~~ Protocolo por todo Estado que no sea Parte en el Convenio tendrá el efecto de una adhesión al Convenio modificado por el presente Protocolo.
3. Los instrumentos de ratificación del presente Protocolo serán depositados ante el Gobierno de la República Popular Polaca.

Artículo VI

1. Tan pronto como los Estados interesados ~~se~~ depositen los instrumentos de ratificación del presente Protocolo, éste entrará en vigor entre ellos el momento de la cuenta del depósito del siguiente instrumento de ratificación. Para todo uno de los Estados que ratifique después de esa fecha entrará en vigor el ~~presente~~ presente Protocolo de su instrumento de ratificación.
2. Tan pronto como entró en vigor el presente Protocolo será ratificado en la Naciones Unidas por el Gobierno de la República Popular Polaca.

Artículo VII

1. Después de su entrada en vigor, el presente Protocolo quedará ~~abierto~~ abierto a la adhesión de todo Estado no interesado.
2. La adhesión al presente Protocolo por un ~~Estado~~ Estado no interesado en el Convenio tendrá el efecto de una adhesión al Convenio modificado por el presente Protocolo.

3. La adhesión se efectuará mediante el depósito de un instrumento de adhesión ante el Gobierno de la República Popular Polaca, que tendrá el efecto del ~~presente~~ presente Protocolo a partir de la fecha del depósito.

Artículo III

1. Toda Parte en el presente Protocolo podrá denunciarlo mediante notificación dirigida al Gobierno de la República Popular Polaca.
2. La denuncia surtirá efecto seis meses después de la recepción por el Gobierno de la República Popular Polaca de la notificación de dicha denuncia.
3. Para las partes en el presente Protocolo, la denuncia por cualquiera de ellas del Convenio de acuerdo con el artículo 25 del mismo, no podrá ser interpretada como una denuncia de dicho Convenio modificado por el presente Protocolo.

Artículo IV

El presente Protocolo se podrá ratificar sucesivamente.

Artículo VI

El Convenio de la República Popular Polaca comunicará a la mayor brevedad a todos los Estados Partes en el Convenio en Ginebra y a todos los Estados interesados el presente ~~presente~~ presente Protocolo y a la Organización de Asuntos Civiles Internacionales, la fecha de la entrada en vigor de la firma, la fecha del depósito de cada instrumento de ratificación y adhesión, la fecha de entrada en vigor del presente Protocolo y demás informaciones pertinentes.

Artículo VII

Este es el texto del presente Protocolo que será el texto definitivo del presente Convenio. Comenzará a tener efecto a partir de la ratificación de todos los Estados interesados ~~de~~ de como instrumento de ratificación por una parte que no sea el ~~presente~~ presente instrumento, firmado en Ginebra el 18 de noviembre de 1954 con el nombre denominado ~~Protocolo de Ginebra~~ Protocolo de Ginebra (1) ~~del~~ del ~~Convenio de Ginebra~~ Convenio de Ginebra celebrado por el Gobierno de Ginebra, se aplicará también al Convenio de Ginebra modificado por el ~~presente~~ presente ~~Protocolo~~ Protocolo de ~~1954~~ 1954 (2) ~~de~~ de ~~1954~~ 1954 en los casos en que el instrumento de ratificación de dicho instrumento ~~se~~ se ~~de~~ de ~~1954~~ 1954 en el punto 10 del artículo 1 del Convenio de Ginebra ~~se~~ se ~~de~~ de ~~1954~~ 1954 (3).

Artículo VIII

El presente Protocolo quedará abierto a la firma de todos los Estados en la sede de la Organización de Asuntos Civiles Internacionales hasta el 31 de enero de 1976 y posteriormente, hasta su entrada en vigor de acuerdo con el artículo VII, en el Ministerio de Asuntos Exteriores de la República Popular Polaca. La Organización de Asuntos Civiles Internacionales informará a la mayor brevedad al Gobierno de la República Popular Polaca de cualquier firma que reciba y de su fecha y el período en que el Protocolo se encuentra abierto a la firma en Ginebra.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL, los Plenipotenciarios que suscriben, debidamente autorizados, firman el presente Protocolo.

HECHO en Moscú el día veinticinco del mes de septiembre del año mil novecientos treinta y cinco, en cuatro idiomas: ruso, francés, inglés y chino. En caso de divergencia, hará fe el texto en idioma francés, en que fue redactado el Convenio de Varsovia del 12 de octubre de 1929.